

# Jean-Paul Huchon gave de subventions les copains, mais est prêt à délocaliser 80 emplois au Maroc !

Pour le gouvernement socialiste, cette annonce tombe au plus mal. Alors que Montebourg fait des moulinets de bras pour faire croire au bon peuple qu'il va sauver l'usine d'Aulnay contre le patronat buveur de sang de Peugeot, sans avoir besoin de recourir au protectionnisme, voilà un autre « socialiste », Jean-Paul Huchon, président de la Région Ile-de-France depuis 1998, qui se distingue, en tant que président du Syndicat des Transports d'Ile-de-France (Stif), en demandant la délocalisation de 80 emplois de conseils téléphoniques au Maroc.

<http://www.latribune.fr/actualites/economie/france/20120727trib000711288/la-balle-est-dans-le-camp-de-jean-paul-huchon.html>

Christine Tasin nous avait fait une présentation peu élogieuse du personnage, il y a deux ans.

<http://ripostelaique.com/Portrait-de-Jean-Paul-Huchon-un.html>

« Je vous conseille de lire un compte-rendu (1) sans concessions de son livre, paru en 2008, *De battre ma gauche s'est arrêtée*. Je dois dire que, refusant de donner le moindre euro à cette caricature de socialiste, je n'ai ni acheté ni lu le livre, mais les citations que l'on trouve sur le site « Communistes » sont suffisantes pour comprendre la pensée de Huchon et expliquer un certain nombre de comportements et de décisions abracadabrantesques. On y apprend en effet que celui qui se prétend encore de gauche est à la fois un libéral converti à la mondialisation financière : « *Le marché est la seule méthode pour gérer les échanges entre les hommes, les*

*sociétés et, d'une manière générale les acteurs économiques », « Il faut se réjouir d'entrer enfin dans un monde complètement ouvert, même s'il est beaucoup plus dominé par la finance que par la logique strictement industrielle», un capitaliste qui n'hésite pas à financer les grands groupes industriels au lieu d'aider les PME à se développer : « La région vote des crédits, y compris pour les grands groupes, afin de développer les pôles de compétitivité », qui considère que les lois sociales sont un frein au développement économique et qu'il n'y a plus lieu qu'existent des entreprises publiques dans un monde soumis à la concurrence, bref, un pragmatique qui considère que l'allongement de la durée de travail est inéluctable.*

*C'est évidemment, également, un antirépublicain convaincu qui ne jure plus que par l'Europe et les régions : « Je ne crois plus à la Nation et à cette histoire d'identité nationale », « Je vous livre le fond de ma pensée : je me sens plus européen que Français. Il m'est très facile d'imaginer une cosmogonie institutionnelle dans laquelle il y aurait l'Europe, directement branchée sur les régions, et les régions sur des communes regroupées par l'intercommunalité ».*

Christine aurait pu ajouter qu'il a été condamné à 6 mois de prison avec sursis, 60.000 euros d'amende et un an d'inéligibilité (que la cour d'appel annulera) pour favoritisme dans les marchés publics, l'ami Jean-Paul ayant passé pour 170.000 euros de commandes à des boîtes de communications où son épouse Dominique Le Texier paraissait avoir des responsabilités incompatibles avec le passage de tels marchés publics. Pas gêné, celui que ses amis appellent affectueusement « Gros Paulo » embauchera la-dite épouse à la Région, pour un rôle suffisamment mal défini pour aggraver le sort de son cher époux.

On l'imagine faire partie de ces élus qui, la bouche en cul-de-poule, approuvent, bien évidemment, toutes les répressions contre les automobilistes, ce qui ne l'empêche pas de se faire

flasher à 171 km/h sur l'autoroute A 13. Mais contrairement aux Français moyens, qui dans ce cas se fait retirer son permis (alors qu'en Allemagne, on a le droit de rouler à cette vitesse, sur certains tronçons), Huchon pourra bénéficier d'un chauffeur, et ne subira donc pas les conséquences de ses discours.

Des personnes cyniques pourraient se dire qu'après tout, l'emploi en France, c'est bien beau, mais que si les contribuables parisiens y trouvent leur compte dans la délocalisation de ces 80 emplois, pourquoi pas ? Mais il suffit de regarder le montant des subventions accordées à quelques associations, pour comprendre qu'au-delà des emplois fictifs accordés à la famille socialiste, le président de la Région Ile-de-France sait particulièrement soigner ses amis.

[http://www.observatoiredessubventions.com/wp-content/uploads/Etat\\_2009\\_des\\_subventions\\_versees\\_aux\\_associations\\_decret\\_2006-887.pdf](http://www.observatoiredessubventions.com/wp-content/uploads/Etat_2009_des_subventions_versees_aux_associations_decret_2006-887.pdf)

On constate d'abord que le budget total de la Région est de 4,77 milliards d'euros. De quoi donner des idées à ceux qui veulent faire des économies, et qui s'interrogent sur l'utilité des Régions, à part celui de faire travailler les obligés du PS et ses amis, et de faire passer un message politique consistant à détricoter la République une et indivisible, pour mieux préparer l'Europe des Régions chère à Huchon.

Mais approfondissons certaines subventions. En 2009, par exemple, on constatait que la Ligue de l'Enseignement, célèbre pour sa mollesse laïque dès qu'il s'agit de l'islam, et qui s'était distingué en introduisant Tariq Ramadan dans le mouvement social, touche la modique somme de 487.840 euros, auxquelles s'ajoutent d'autres subventions pour les structures locales. Nous faisons confiance aux permanents pour monter des programmes inutiles et coûteux, mais avec un habillage pédagogique habile, pour justifier ces largesses.

La CGT Ile-de-France touche, de son côté, 271.951 euros, et là encore, nous faisons confiance à Huchon pour nous expliquer que c'est mieux défendre la démocratie.

Chose curieuse, Sos Racisme touche 82.656 euros, auxquels s'ajoutent 18.000 euros pour l'Essonne, département de Julien Dray, vice-président de la Région IDF... tandis que le Mrap, discrédité par Mouloud Aounit, qui avait accusé, en 2004, Huchon d'être aux mains du lobby sioniste, ne touche, lui, que 11.200 euros.

L'immigrationniste France Terre d'Asile se voit récompensée de son inlassable combat pour davantage d'immigrés, en période de chômage de masse, en palpant la modique somme de 117.749,86 euros.

Les Parisiens seront heureux de savoir où passent leurs coûteux impôts locaux. Les 80 travailleurs qui risquent d'être virés, pour cause de délocalisation, seront eux, ravis de savoir que pour un président « socialiste » de région comme Huchon, les subventions aux copains sont bien plus importantes que le sort des salariés. Et ils seront comblés d'apprendre que Normal 1er a soutenu « Gros Paulo » contre Montebourg, qui faisait semblant de grogner...

**Paul Le Poulpe**